



**LES ÉTATS DE LA FRANCE**

Mercredi 5 décembre 2012

Conseil économique, social  
et environnemental (Palais d'Iéna)

**LES ETATS DE LA FRANCE**

-

**SYNTHESE DES DEBATS**



## SOMMAIRE

<b>DISCOURS D'ACCUEIL DE JEAN-PAUL DELEVOYE .....</b>	<b>5</b>
<b>DISCOURS D'ACCUEIL DE PETER ZEMSKY .....</b>	<b>7</b>
<b>DISCOURS D'OUVERTURE D'ANGEL GURRIA.....</b>	<b>8</b>
<b>PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE INSEAD .....</b>	<b>10</b>
<b>CONJONCTURE ECONOMIQUE : COMMENT CONCILIER RIGUEUR ET CROISSANCE.....</b>	<b>12</b>
<b>CONJONCTURE SOCIALE : COMMENT CONCILIER RIGUEUR ET BIEN-ETRE SOCIAL .....</b>	<b>17</b>
<b>LECTURE : REENCHANTER L'EUROPE PAR CEDRIC VILLANI .....</b>	<b>22</b>
<b>CONJONCTURE INTERNATIONALE : COMMENT CONCILIER INFLUENCE FRANÇAISE ET REALITES D'UN MONDE GLOBALISE.....</b>	<b>25</b>
<b>CONJONCTURE POLITIQUE : COMMENT CONCILIER RIGUEUR ET CONFIANCE EN L'AVENIR.....</b>	<b>31</b>
<b>DISCOURS OFFICIEL D'ARNAUD MONTEBOURG .....</b>	<b>36</b>
<b>SYNTHESE DE LA JOURNEE PAR LE FRERE SAMUEL.....</b>	<b>39</b>



**DISCOURS D'ACCUEIL DE JEAN-PAUL DELEVOYE**  
*PRESIDENT DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL*



Et si la France n'était pas seulement soumise à un choc de compétitivité mais plus généralement à un choc de culture ? Au regard des crises d'ampleur mondiale que nous connaissons, face aux immenses défis de l'évolution démographique et des inégalités entre individus et ressources, la France et ses décideurs ne peuvent se contenter de répondre aux difficultés immédiates et doivent privilégier un véritable changement dans leurs modes de fonctionnement et dans leurs réflexes traditionnels. La question posée par la 7<sup>ème</sup> édition des Etats de la France (comment réconcilier compétitivité et équité ?) nous appelle à interroger aussi le sens d'un système que nous léguons à la jeunesse, marqué par les fractures sociales et des dettes abyssales.

Aux côtés de la classe politique mais plus encore avec les acteurs de la société civile (entrepreneurs, syndicalistes, militants associatifs ou représentants des nouvelles générations), le Conseil économique, social et environnemental (CESE) veut se saisir de ces enjeux. Ces derniers nécessitent avant tout de préférer le temps long à l'aveuglement de l'urgence. Si l'on devait se figurer l'état du débat public aujourd'hui, on pourrait dire qu'il s'apparente à une voiture qui ne cesse d'accélérer alors que ses phares éclairent de moins en moins. Les sociétés occidentales voient souvent le futur et le long terme comme une projection du présent. Mais dès lors que le présent est lui-même soumis à des métamorphoses, et c'est le cas aujourd'hui, comment penser l'avenir de la société ?

C'est d'ailleurs en raison de ce contresens – agir sur le court terme plutôt qu'adopter la pensée du long terme – que nos gouvernants souffrent de l'instabilité politique actuelle. De la chute du mur de Berlin à la faillite de Lehman Brothers, l'effondrement des espérances collectives communiste et libérale ont créé un vide au sein des projets politiques. Ces derniers semblent se résumer aujourd'hui à la gestion des crises, des échecs et des humiliations. Cette situation mène bien souvent la population à la révolte. Qu'il s'agisse de la Tunisie, où le peuple s'est levé contre la confiscation du destin national, ou qu'il s'agisse des sociétés occidentales comme la France, où les

opinions publiques éprouvent à la fois un sentiment d'injustice à l'égard des décisions et un regard de défiance face aux décideurs, le risque de révolte ne peut plus être écarté.

On en voit d'ailleurs une juste illustration sur le plan économique, avec les politiques de dévaluation sociale menées par les Gouvernements. Ces réformes sont parfois d'une ampleur telle qu'elles deviennent parfois insoutenables pour une grande partie des citoyens. Mais au-delà de l'actualité immédiate de l'Europe se posent des questions pour les décennies prochaines : comment nourrir les 9 milliards d'individus que compte la planète ? Comment développer la croissance tout en réduisant les inégalités de richesses et les tensions qu'elles engendrent ? Comment assurer l'intégration des 50 millions d'étrangers qui seront indispensables pour éviter le vieillissement de l'Europe ?

La mutation à laquelle la France ne pourra échapper nécessite que nos approches changent en profondeur. Ce changement est visible sur la notion de compétitivité, qui est aujourd'hui reconnue comme un impératif par l'ensemble de la société civile alors qu'elle était quasiment un tabou il y a vingt ans. Mais sur la protection sociale, qui demeure l'un des principaux chantiers des gouvernants, nous devons évoluer. Il devient impératif de repenser la pauvreté en passant de la cohésion à l'inclusion sociale, en remplaçant la compensation accordée par l'administration par un réel soutien visant l'insertion plutôt que l'indemnisation. Au sein de l'entreprise, nous ne pouvons nous contenter de la performance et de la seule maximisation du profit. Ce dernier ne pourra plus se créer sans un réel épanouissement des salariés et sans leur association à l'aventure entrepreneuriale. Historiquement égalitaire et centralisé, le modèle français doit évoluer pour susciter une adhésion collective qui promeut la conviction et la résilience de l'individu.

Nos mentalités doivent changer, nos discours également. Le regard de la classe dirigeante ne doit certes souffrir d'aucune concession mais doit aussi éviter de tomber dans le pessimisme. Les Français ont des atouts qu'il faut valoriser et dont ils doivent prendre conscience. La créativité, les idées, l'innovation ont permis à l'économie de l'immatériel et du numérique de créer des emplois nouveaux, compensant ainsi la hausse du chômage dans le secteur industriel.

De la perception des défis que la France doit relever aux méthodes de gouvernance, les décideurs ont le devoir de changer et de se remettre en cause, en faisant preuve de lucidité et d'honnêteté.

« L'homme politique pense à la prochaine élection, l'homme d'Etat pense à la prochaine génération » écrivait Winston Churchill. L'actualité de ce propos commande à la classe politique de proposer, en lieu et place des habituels choix tactiques, une vision de la France à long terme. C'est la condition de la stabilité institutionnelle des gouvernements. C'est la condition des succès à venir de notre pays.

**DISCOURS D'ACCUEIL DE PETER ZEMSKY**  
*VICE DOYEN DE L'INSEAD*



Pour la 3ème année consécutive, l'INSEAD est partenaire des Etats de la France. Cette manifestation a pour objet de promouvoir une France qui gagne et qui attire les talents du monde entier. La France est immergée dans un monde en pleine transformation. Elle se doit d'engager des réformes pour continuer à être nourrie par les investissements internationaux et compter dans une économie globalisée qui connaît de très nombreuses interdépendances.

Soyons-en convaincus : la France et les Français ont tous les talents pour réussir et pour sortir grandis de la crise. La France, qui est l'un des pays fondateurs de l'Union Européenne, joue un rôle majeur en Europe et dans le monde.

Nous devons pas l'oublier : de tous ces talents et de cette innovation dépend l'image que la France projette d'elle-même à l'étranger, et notamment auprès des communautés d'affaires.

## DISCOURS D'OUVERTURE D'ANGEL GURRIA SECRETAIRE GENERAL DE L'OCDE



Les perspectives économiques locales sont plutôt moroses. Si les prévisions économiques ne délivrent pas toujours les mêmes chiffres, toutes s'accordent sur le fait que des risques négatifs pèsent réellement sur l'économie mondiale en 2013. Confrontée aux difficultés de la gouvernance monétaire et budgétaire de l'Union européenne, la France n'est évidemment pas en reste.

Cependant, un scénario positif, où la crise de la zone euro est définitivement résolue, où les finances publiques américaines retrouvent une trajectoire soutenable à moyen terme, est envisageable. Mais ce scénario implique des réformes importantes.

En France, le gouvernement a déjà démontré sa détermination en matière de consolidation budgétaire et a renforcé la crédibilité du cadre fiscal grâce à la création du Haut Conseil des finances publiques. Mais il reste urgent de réduire les dépenses publiques. La consolidation prévue pour 2013 s'appuie en effet surtout sur une hausse des recettes, alors que la France présente déjà un niveau de prélèvements obligatoires parmi les plus élevés de l'OCDE. Pour libérer l'Etat du fardeau de la dette et actionner les leviers de la croissance, des efforts nouveaux et significatifs doivent être menés.

Premièrement, il devient essentiel d'étendre les efforts d'efficacité du secteur public à tous les échelons de l'administration publique et de simplifier le « mille-feuille » administratif. Deuxièmement, des économies significatives pourraient être faites en matière de dépenses de santé, sans remettre en cause la qualité des soins. Troisièmement, la structure fiscale pourrait aussi être rééquilibrée en diminuant les contributions sociales, en augmentant les taxes environnementales et celles liées à l'immobilier, et en éliminant les niches fiscales coûteuses et inefficaces.

Par ailleurs, la confiance serait renforcée par des réformes structurelles en matière d'éducation, de marché du travail et de concurrence. Et puisque tout commence par l'éducation, il conviendrait de renforcer la formation professionnelle et la formation continue, tout en développant l'apprentissage. C'est ainsi que nous répondrons aux exigences de l'économie en matière de compétences.

Le gouvernement a imprimé une forte impulsion à son agenda de réformes. Il doit désormais maintenir le cap, renforcer et approfondir les réformes. Sa priorité doit demeurer au renforcement de la compétitivité qui seule pourra garantir un retour de la croissance, un recul du chômage et un redressement des comptes publics et extérieurs.

Cette stratégie requiert des décisions courageuses. A nous de les appuyer, de les guider et de les expliquer.



**PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE INSEAD**  
*LUDO VAN DER HEYDEN, PROFESSEUR DE LA MUDABALA CHAIR IN  
CORPORATE GOVERNANCE AND STRATEGY A L'INSEAD*



Chaque année, l'INSEAD participe aux Etats de la France en réalisant une étude empirique dédiée à l'état d'esprit des décideurs des entreprises internationales. Pour la dernière édition, le questionnaire qui a été envoyé en novembre 2012 était tourné vers le lien entre la nécessité du changement d'une part et l'exigence de justice d'autre part.

Plus de 600 réponses ont été reçues et analysées. Quels enseignements peut-on en tirer ?

Premièrement, l'efficacité et l'équité ne sont pas antinomiques. Au contraire, l'équité dans l'entreprise comme dans le pacte social, est primordiale. La définition de règles de justice et d'impartialité (fairness) est aux yeux des décideurs interrogés le point de départ de la distribution de la valeur. Selon l'étude, il convient donc de revoir la méthode de rémunération, en allégeant autant que possible les rapports de force des négociations salariales. Cette exigence est évidemment d'autant plus forte en période de crise, lorsque des ajustements sont nécessaires pour affronter les difficultés.

Deuxièmement, la France doit aussi faire évoluer son approche sur les défis qu'elle doit relever. Ainsi, les décideurs interrogés par l'INSEAD estiment qu'il faut renforcer les notions de flexibilité, de mérite et d'égalité des opportunités. Devant les bouleversements liés à la mondialisation, il s'agit pour la France de nommer les maux dont elle souffre et d'accepter l'indispensable réforme de son modèle. Pour créer un lien solide entre compétitivité et équité, il semble essentiel de confier aux acteurs économiques davantage de libertés dans l'action.

Troisièmement, et dans ce but, il paraît de plus en plus urgent de modifier les modes de gouvernance, tant sur le plan des entreprises que dans les institutions publiques. Manque d'écoute, incapacité à changer de stratégie et à l'expliquer, les acteurs économiques et politiques en France ne satisfont pas assez les sondés. Ces derniers prônent une meilleure expression des acteurs économiques au sein de processus de décisions où chacune des sphères est partie prenante.

## CONJONCTURE ECONOMIQUE : COMMENT CONCILIER RIGUEUR ET CROISSANCE

*INTRODUCTION DE CHRISTIAN NIBOUREL, PRESIDENT D'ACCENTURE FRANCE ET BENELUX*



Crise économique, croissance faible, endettement...N'y a-t-il au cœur de cet environnement de bonnes nouvelles ou des éléments susceptibles de renforcer l'optimisme des décideurs ? Qu'il s'agisse de la construction européenne et de l'émancipation de l'Afrique, qu'il s'agisse des perspectives de l'économie numérique et des emplois qu'elle engendre à travers l'immense créativité des individus, notre pays est doté d'atouts considérables pour participer à la transformation du monde.

Mais cette mutation doit être comprise par l'ensemble de la société. Or la France est encore trop souvent dans une dynamique de transformation insuffisante. Face à la compétition mondiale, à l'indispensable baisse des dépenses publiques, à l'enjeu industriel, le décalage entre la perception qu'a l'opinion de la situation de l'économie d'une part et sa réalité d'autre part reste trop important. Les blocages et les tensions sociales révélés par les cas Aulnay pour PSA ou Florange pour Arcelor Mittal doivent amener l'ensemble des acteurs à faire évoluer leur vision des dirigeants économiques. La France ne pourra croître dans la mondialisation si l'image de l'entreprise n'évolue pas plus favorablement. Bien souvent, la tentation de voir une forme de pollution nouvelle dans chaque ouverture d'usine et un vol de l'argent public dans chaque fermeture de site finissent par nuire à l'image de l'Hexagone.

Il convient donc de changer en priorité l'image de l'entreprise au sein de l'opinion, de créer les conditions d'une véritable prise de conscience des citoyens face aux réalités économiques et d'impulser une stratégie nouvelle au service de la croissance. Cette stratégie est d'autant plus indispensable qu'on ne peut plus désormais négliger les complémentarités étroites entre empreintes économiques, sociales et environnementales.

Evidemment, bâtir une stratégie pour les prochaines décennies suppose d'être doté des bons indicateurs. Or les incertitudes liées aux mutations et la crise économiques altèrent notre visibilité. Pour autant, cela ne doit pas nous dispenser de préparer un projet de long terme.

La crise n'entraîne pas seulement des difficultés. Elle constitue aussi une source d'opportunités. Saisissons la chance qui nous est donnée de créer une vision nouvelle de l'économie, plus compétitive et plus équitable, menée par un nouveau *leadership* dans lequel chacun des acteurs puisse se reconnaître, du gouvernant au citoyen, de l'employeur au salarié.

*MICHEL DIDIER, PRESIDENT DE COE-REXECODE*  
*WOLFGANG GLOMB, ECONOMISTE ET MEMBRE DU CONSEIL D'ANALYSE*  
*ECONOMIQUE FRANCO-ALLEMAND*  
*ERIC LE BOUCHER, EDITORIALISTE POUR LES ECHOS*  
*JEAN-HERVE LORENZI, PRESIDENT DU CERCLE DES ECONOMISTES*



### *Quel constat ? Quelles perspectives ?*

Contrairement à la perception de l'économie mondiale, qui consiste bien souvent en France à simplement projeter la situation nationale au niveau global, la conjoncture internationale n'est pas mauvaise. C'est la première analyse que souhaite livrer **Michel Didier** en introduction de la table ronde économique. En effet, le redémarrage à court terme de la croissance mondiale est loin de devoir être exclu. Aux Etats-Unis, l'obstacle des déficits budgétaires devrait être surmonté grâce à des capacités de rebond déjà éprouvées. Avec un taux de croissance de 2,5% du PIB, ce qui demeure une prévision raisonnable, la marche vers le rééquilibrage budgétaire devrait être engagée. En Chine, l'économie aborde clairement une phase de redécollage, laissant poindre une croissance à 7,5% du PIB environ.

C'est en Europe et en particulier au sein de la zone euro qu'on observe une situation inverse. Bien qu'on ne puisse envisager de phénomène de décrochage brutal, comme en 2008 et 2009, nous assistons à une récession lente, qui paraît presque inexorable. Exclue du redémarrage mondial et déconnectée de manière quasi-inédite d'un cycle de reprise économique, l'Europe pourrait d'autant moins créer les conditions de la croissance qu'elle doit relever également un défi budgétaire sans précédent.

Les marchés financiers en ont toujours conscience. Comme dans le passé récent, ils redoutent soit l'absence de sérieux budgétaire, soit l'inefficacité des plans de rééquilibrage des finances publiques. Aujourd'hui, l'incertitude semble prédominer, notamment face aux annonces récentes faites par le Gouvernement français.

D'une manière générale, le flou lié aux négociations entre les membres de la zone euro, le difficile retour à l'équilibre de pays tels que la Grèce, l'Espagne ou le Portugal, entraînent quasi-automatiquement des tensions récurrentes sur les marchés financiers. Ces « coups de stress » ont ensuite un effet négatif sur la croissance, dont on peut prévoir qu'elle sera dans les prochains mois très faible, voire inexistante ou négative. Pour Michel Didier, 2013 devrait voir la France entrer dans une récession, aggravée par ce qu'il considère être un choc fiscal, à travers l'augmentation des impôts décidée après l'alternance de juin dernier (prélèvement supplémentaire de 1,5% du PIB sur les fruits de la croissance).

Sur le plan européen, c'est l'intégrité de la zone euro qui suscite le plus d'incertitudes. L'OCDE elle-même n'exclut pas un éclatement et rappelle explicitement dans ses études que des « *risques de fragmentation* » pèsent sur la zone euro.

S'il est conscient des défis que doit relever l'Europe sur le plan économique, **Eric Le Boucher** ne croit pas de son côté à la disparition de la zone euro telle qu'on la connaît actuellement. Le prix à payer pour la sortie d'un Etat, qu'il s'agisse de la Grèce ou *a fortiori* de l'Espagne, serait bien trop lourd pour les Gouvernements européens. Ces derniers, malgré l'instabilité des institutions européennes, devraient être conduits à mener des politiques certes difficiles aux yeux de l'opinion publique mais salutaires d'un point de vue économique.

### ***Quelles réformes ?***

Dès lors se pose la question des voies à employer pour obtenir le retour à un niveau d'endettement soutenable et à une croissance positive. L'Allemagne aborde 2013 dans de meilleures conditions que la France, du moins en apparence. **Wolfgang Glomb** nous invite en effet à observer l'évolution des taux de croissance français et allemand depuis trois ans. Les chiffres sont éloquentes : la croissance hexagonale a été sur cette période plus élevée que sa voisine. Mais cette avance, en plus d'être faible, comporte ses travers. Entre la hausse du chômage (+ 300 000 demandeurs d'emplois supplémentaires en France sur l'année 2012), le déficit massif de la balance commerciale et la stagnation de la productivité globale des facteurs, la France est encore loin d'avoir actionné les leviers de la croissance.

## ***Convergence franco-allemande***

Sans proposer l'implémentation du modèle allemand à l'économie française, nos voisins d'outre-rhin s'interrogent, et remettent en cause avant tout l'intervention de l'Etat dans l'économie. Pourquoi est-ce en effet à la puissance publique de définir la durée du travail ou le niveau du salaire minimum ? Pourquoi une telle uniformisation des mesures prises par le Gouvernement ? Comment justifier aujourd'hui un tel niveau de dépenses publiques dans le PIB (presque 57% du PIB) ?

Le retard de la France n'a pas seulement trait aux comptes publics et à la rigueur budgétaire qu'elle devrait assumer, mais concerne aussi l'innovation et le soutien à la recherche, qui n'est pas assez tournée vers ce qu'en Allemagne on appelle le *Mittelstand*. Là-bas, les observateurs, qu'ils soient plus ou moins critiques à l'égard de la France, ont bien souvent du mal à s'expliquer l'absence de choix clairs dans le secteur industriel, comme on peut le constater dans la filière automobile avec l'emblématique décalage de performance entre d'une part Volkswagen et d'autre part PSA. L'orientation de l'épargne des France, tournée à 70% vers le financement du logement social, est citée comme un frein à l'investissement par **Wolfgang Glomb**.

Les économistes allemands estiment enfin que la France ne pourra pas espérer créer de la croissance sans commencer par réduire ses déficits. C'est là que se situe l'une des principales divergences de vue entre Berlin et Paris. **Eric le Boucher** met en évidence cette dernière, en estimant que l'Allemagne oublie que bien souvent face aux crises économiques, c'est Keynes et non Ricardo qu'il faut suivre. A trop privilégier l'équilibre budgétaire, la France pourrait perdre de vue l'objectif principal de création de valeur.

Allemands et Français convergent en tout cas sur l'idée que des réformes de structure sont indispensables. Sachons cependant distinguer dans quelle ampleur, dans quel domaine et à quel rythme ces dernières doivent être menées.

## ***Réformes ou refondation ?***

Pour **Michel Didier**, la France a besoin d'une révolution de la liberté, qui passe par des actes forts. Premièrement, la prise de conscience de la concurrence à laquelle la France doit sereinement faire face est impérative. La société évolue plutôt favorablement sur ce point. Les notions de compétitivité ou de sérieux budgétaire sont aujourd'hui rentrées dans le vocabulaire du débat public et sont admises par une large part des Français. Mais il faut ensuite passer à l'action. Les mesures annoncées par le Gouvernement, et notamment les dispositions du pacte pour la compétitivité, l'emploi et la croissance constituent des avancées. Néanmoins et à l'instar de ses prédécesseurs, Jean-Marc Ayrault devra prendre des décisions difficiles s'il veut être le Premier ministre du retour de la croissance. C'est à la fois sur le terrain des effectifs de la fonction publique (deux tiers de la totalité des dépenses) et sur les prestations sociales qu'il conviendrait d'agir, si le Gouvernement veut impulser un rééquilibrage substantiel des comptes publics. Enfin, la liberté au sein de l'entreprise et dans le dialogue social doit être encouragée, par exemple en permettant aux sociétés qui le souhaitent de s'affranchir de certaines normes pour se rendre plus compétitives.

**Eric Le Boucher** partage la dimension révolutionnaire de l'analyse de Michel Didier, mais la réserve quant à lui à la refondation des missions de l'Etat. La dernière révision générale des dépenses publiques (RGPP) a entraîné selon lui certaines baisses de crédits dans des administrations dans lesquelles on a fini, avec le choix trop fréquent du rabot et à l'aveugle, par « atteindre l'os ». Cela ne doit naturellement pas conduire à un arrêt de la réforme de l'Etat. Mais il semblerait judicieux de remplacer les rationalisations homothétiques par une refondation plaçant le citoyen au cœur des *process*.

Le fonctionnement des administrations est encore trop souvent marqué par l'époque napoléonienne ou la Libération alors qu'avec Internet et l'ère du numérique, les individus sont bien souvent mieux à même de rendre le bien public que les institutions elles-mêmes. Ce paramètre devrait être remis au cœur des politiques publiques, sur l'exemple canadien, dont le principe fut de doter « *l'Etat d'un avantage comparatif à travers des institutions intelligentes, à l'avant-front du chaos.* » Le retour de la croissance ne pourra se faire sans une véritable conversion du logiciel du système public, qui devrait dans ce cas passer du volontarisme quelquefois « fanfaron » initié par certains responsables politiques à des expériences de concertation avec les citoyens, pour permettre aux administrations de conquérir une légitimité nouvelle.

La fabrication de la croissance doit passer par l'efficacité des politiques publiques et la baisse réfléchie des dépenses. Mais la productivité doit tout autant être relancée. **Jean-Hervé Lorenzi** prône ainsi l'insertion du progrès technique dans les objectifs prioritaires du Gouvernement sur le plan économique. Les acteurs publics devraient être attentifs au stockage de l'électricité, à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables, et plus généralement à tout ce qui pourra dégager des gains de productivité. Cet objectif exige de financer l'économie par des investissements plus importants. Or la société française est trop souvent averse au risque et se contente de tourner son épargne vers des produits parfois trop prudents.

### ***Objectif Jeunes***

L'économie française n'a pas le choix : elle doit mieux accueillir sa jeunesse dans l'entreprise et permettre aux jeunes générations, plus ambitieuses et plus innovantes, de créer des richesses directement issues du progrès technique et scientifique. **Jean-Hervé Lorenzi** rappelle que, dans ce domaine, l'Hexagone souffre d'un retard très net. Chaque année, sur les 750 000 jeunes qui entrent sur le marché du travail, 150 000 d'entre eux ne détiennent pas les outils écrits et oraux indispensables dans l'entreprise. De la formation initiale et continue à la sécurisation des parcours professionnels, l'insertion des nouvelles générations et la confiance envers elles est devenue la principale clé de la croissance. En France plus qu'ailleurs, il est temps d'en prendre conscience.

## CONJONCTURE SOCIALE : COMMENT CONCILIER RIGUEUR ET BIEN-ETRE SOCIAL

*INTRODUCTION D'ALAIN DEHAZE, PRESIDENT DU GROUPE ADECCO FRANCE*



Comment concilier la rigueur économique et le bien être social ? C'est l'interrogation globale à laquelle sont confrontés les acteurs sociaux en France. Pourtant, l'expérience de certains partenaires européens, notamment nos voisins du nord, démontre bien souvent que les deux notions de compétitivité et de progrès social ne sont pas contradictoires, et que le recul de la compétitivité engendre aussi l'érosion de la protection sociale.

Si l'on s'attarde sur l'exemple des plans sociaux, on comprendra que le modèle hexagonal, si protecteur en apparence, engendre en réalité des déséquilibres et une incertitude qui nuisent avant tout, entre autre, au salarié. En Allemagne, la concertation et le déclenchement d'une restructuration des ressources s'effectuent dans des délais plus courts qu'en France, mais assurent en contrepartie une visibilité et une sécurité bien moins abstraites. La lenteur des procédures françaises n'est donc pas seulement un frein à la compétitivité mais aussi au parcours des hommes et des femmes dans l'entreprise.

En s'inspirant de ces comparaisons internationales, la France comprendra que le rebond et le changement d'approche des décideurs est possible. L'Allemagne a compris au début des années 2000 que sa place dans la construction européenne dépendait de réformes structurelles sur le plan social. Pour quelle raison la France devrait-elle échapper à cette adaptation raisonnée des modèles sociaux de l'Europe continentale ?

Ces réformes ne peuvent être efficaces que si elles sont acceptées par les corps intermédiaires et par une majorité de citoyens, comme ce fut le cas Outre-Rhin. Les acteurs politiques et les partenaires sociaux doivent ainsi à la fois bénéficier de la confiance des citoyens et définir une vision comprise de ces derniers. Il s'agit enfin de prendre nos responsabilités. Le sens du devoir nous oblige en effet

à remettre en cause les tabous qui se sont révélés comme illusoire devant les difficultés du monde globalisé. Nos relations sociales doivent tendre vers une plus grande ouverture plutôt que vers un clivage quasi-systématique et souvent caricatural entre les acteurs du débat social.

Cette attitude nouvelle est-elle envisageable ? La France peut-elle concrètement s'inspirer des modèles européens qui l'entourent et qui ont fait leur preuve ? Pourrons-nous parvenir à rompre avec les tensions qui voient s'opposer tenants de la compétitivité et gardiens des acquis sociaux ? Une chose est sûre : nous avons plus que jamais besoin d'un réel esprit de mouvement, placé au service de l'intérêt de la France et de son modèle social.

*FRANK BAASNER, DIRECTEUR DE L'INSTITUT FRANCO-ALLEMAND DE LUDWIGSBURG*

*PIERRE CAHUC, PROFESSEUR A L'ECOLE POLYTECHNIQUE ET L'ENSAE  
JEAN-CLAUDE MAILLY, SECRETAIRE GENERAL DE CGT-FORCE OUVRIERE  
BERNARD VIVIER, DIRECTEUR DE L'INSTITUT SUPERIEUR DU TRAVAIL*



### ***Rigueur et protection sociale***

Depuis l'effondrement de l'économie grecque et d'ici aux prochaines années, c'est la rigueur budgétaire qui commande les politiques menées par les Gouvernements européens. En France, ce choix de l'austérité, bien qu'il semble tardif par rapport à l'Allemagne, place les responsables politiques devant des choix de fond importants. C'est ce que rappelle **Jean-Claude Mailly**, pour lequel le mot de « rigueur » n'est pas tabou, dès lors qu'il ne cache pas de recul sur les services publics. La question du contenu de la politique de sérieux budgétaire est illustrée par le pacte pour la compétitivité et les 10 milliards d'euros d'économies qu'il entraîne. Où dégager ces économies ? Face à cette interrogation, les syndicats français sont partagés entre l'acceptation d'un recul des transferts sociaux et la fermeté.

Pour le secrétaire général de FO, la fonction publique d'Etat a déjà été largement mise à contribution et certaines couvertures sociales, encore peu assurées, méritent une attention comparable à celle qui fut accordée aux entreprises à travers le crédit d'impôt de 20 milliards d'euros voté en décembre dernier.

Le cas des chômeurs ayant validé une durée de cotisation suffisante pour partir en retraite mais ne touchant plus l'allocation équivalente retraite (AER) en raison de la dernière réforme de l'assurance vieillesse, ou le forfait Justice, qui empêche selon **Jean-Claude Mailly** les Français les plus modestes de faire valoir leurs droits, sont autant de situations que le Gouvernement devrait

combattre, au lieu de répondre, comme il le fait selon **Jean-Claude Mailly**, que les finances ne permettent pas d'agir sur la réduction des inégalités. Certes, François Hollande a su redonner une impulsion au dialogue social, à travers la Grande conférence de juillet dernier. Mais la méthode, aussi démocratique et aussi respectueuse des partenaires sociaux soit-elle, ne doit pas aboutir à une régression sur le plan des garanties des salariés, à commencer par les plus précaires.

### ***Europe sociale, Europe austère***

Au-delà du cadre national, c'est l'Europe toute entière qui doit s'interroger selon **Jean-Claude Mailly**. La politique de coupes dans les dépenses menée par les pays membres de la zone euro ne semble pas seulement injuste aux yeux des syndicats. Elle demeure tout autant inefficace et contreproductive d'un point de vue économique et même politique. Premièrement, sur le plan social, l'austérité entraînerait l'appauvrissement de la population active ; deuxièmement, la dette ne baisse pas à la hauteur et au rythme sur lesquels les Gouvernements s'engagent ; troisièmement, un fossé se creuse entre les élites politiques et la majorité des citoyens, qui refusent autant de sacrifices pour des résultats aussi minces. Il faut rappeler que pour la première fois depuis les débuts de la construction européenne, les organisations syndicales européennes ont voté dans leur majorité contre un traité, en l'occurrence le pacte budgétaire ratifié l'été dernier.

Attendue par ses partenaires sur le terrain de la croissance, la France doit revoir le système social qui l'irrigue depuis la Libération. Plus que jamais, ce défi implique de créer les conditions d'une démocratie sociale équilibrée.

### ***Démocratie sociale***

La France est-elle prête à accepter la réforme de son modèle social ? Comme sur les enjeux économiques, il n'est pas inutile, sans l'observer comme un modèle infallible, de se pencher sur le cap suivi par l'Allemagne. **Frank Baasner** rappelle qu'il y a un peu plus de dix ans, l'Allemagne suscitait l'inquiétude des médias économiques et des experts, qui la décrivaient comme l'homme malade de l'Europe à la veille de l'entrée en vigueur de la monnaie unique. Devant cette situation, les choix effectués par les Gouvernements conduits par Gerhard Schröder (Agenda 2010, Hartz...) ont permis aujourd'hui à l'économie outre-rhin d'afficher des indicateurs positifs sur le terrain de l'emploi, du commerce extérieur, de la croissance et du budget. Ces décisions, certes difficiles, ont pu être appliquées grâce à une prise de conscience de l'opinion publique, elle-même ayant été largement influencée par les corps intermédiaires. En Allemagne, ces derniers, qu'il s'agisse des représentants des salariés ou des employeurs, ont su jouer un rôle majeur pour rendre les entreprises plus compétitives et amplifier la souplesse de la société allemande.

Naturellement, on ne peut oublier les revers de la médaille qu'on décerne parfois trop facilement à l'Allemagne. Les emplois précaires et le financement des retraites au sein d'une démographie vieillissante sont deux défis sociaux importants. Outre-rhin, les corps intermédiaires ont gagné l'habitude d'anticiper les problèmes, contrairement à la France, où les réformes de l'assurance vieillesse ont été longtemps repoussées ou interrompues entre le Livre blanc de Michel Rocard en 1991 et la loi Woerth de 2010.

Selon **Frank Baasner**, certains sujets suscitent en France un clivage et des tensions qui paraissent irréductibles (35 heures, âge de départ en retraite...), du fait d'un héritage historique ou de tabous encore tenaces. Dès lors, les partenaires sociaux pourraient, notamment en marge de la négociation sur la sécurisation du marché du travail, tester l'idée d'un contrat à durée déterminée mais simplifié de plusieurs années (par exemple cinq ans), permettant de créer des emplois durables dans les petites entreprises. La force de l'artisanat en Allemagne est largement due à cette alliance entre garanties sociales et cadre stable d'une part et flexibilité d'autre part. Evidemment, il manque encore en France une forme de confiance entre partenaires sociaux.

### ***Représentativité***

Pour **Pierre Cahuc**, le problème de confiance au sein de la démocratie est du aussi en grande partie au manque de représentativité des organisations dites représentatives. Opacité des structures et du financement, esprit d'appareil, faiblesses des adhésions... Les partenaires sociaux ne sont pas à l'heure actuelle en mesure de négocier des accords légitimes en raison de leurs travers structurels et historiques, face auxquels les réponses tentées jusqu'à présent demeurent insuffisantes.

La récente polémique qui a éclaté fin 2011 au sujet du rapport parlementaire sur le financement des syndicats illustre aisément selon **Pierre Cahuc** la longue et difficile marche vers la démocratisation des relations sociales en France.

A l'échelle internationale, la France est régulièrement pointée du doigt sur la qualité de la vie démocratique et syndicale. La dernière enquête de Transparency International sur l'efficacité de la lutte contre la corruption classe la France 22<sup>ème</sup> sur les 34 pays membres de l'OCDE. Le Forum de Davos place quant à lui la France 133<sup>ème</sup> sur 142 pour la qualité des relations du travail. Ces notations doivent être mises en relation avec la situation de l'emploi et du dialogue social. Pierre Cahuc rappelle que bien souvent, les pays dans lesquels le taux de chômage est inférieur à 5% de la population active sont aussi ceux qui bénéficient d'élites sociales et politiques représentatives.

Pour **Jean-Claude Mailly**, ces jugements sont bien trop hâtifs. La démocratie sociale progresse, au sein des entreprises comme à l'échelon interprofessionnel. Sur le plan financier, les comptes des organisations syndicales sont tous obligatoirement certifiés et face aux enjeux du travail ou du chômage, de nombreux accords sont négociés et conclus dans un climat de confiance. Certains de ces accords représentent des avancées sensibles (rupture conventionnelle, procédure de conciliation, annualisation du temps de travail...).

Quant aux comparaisons internationales, certaines études paraissent biaisées selon **Jean-Claude Mailly**. Si le taux de syndicalisation est plus faible en France qu'ailleurs, notamment dans les pays du nord, c'est bien souvent en raison du rôle différent que jouent les partenaires sociaux dans les entreprises. Certains services sociaux découlent directement de l'appartenance à un syndicat. A l'inverse en France, les salariés bénéficient d'acquis et d'amortisseurs sociaux très comparables à ceux de nos voisins, sans que pour autant ils ne soient dans leur majorité adhérents à des organisations syndicales. Pour **Jean-Claude Mailly**, expliquer les difficultés du dialogue social par la faible représentativité des syndicats revient à méconnaître la réalité.

## *Opinion publique et paritarisme*

Légitimes ou non, les partenaires sociaux ont le devoir de prendre part à la sortie de crise, en négociant des consensus. Ces derniers sont plus que jamais indispensables à l'économie française. D'une part, la France est observée par ses voisins internationaux et suivie par les agences de notation, dont l'appréciation dépend de façon significative de la capacité à réformer le système social. D'autre part, la régulation des liens sociaux impose aux organisations syndicales de prendre leurs responsabilités pour assurer plus de solidarité entre les acteurs. Face à un marché qui ne peut seul commander l'économie et devant le recul inexorable de l'interventionnisme étatique, la société civile et ses expressions institutionnelles ont un rôle sans précédent à jouer dans les processus décisionnels.

Pour **Bernard Vivier**, trois questions préoccupent les partenaires sociaux : *primo*, garderons-nous nos emplois et notre industrie ? *Secundo*, conserverons-nous notre modèle de protection sociale ? *Tertio* et dès lors, comment former les consensus nécessaires pour permettre de répondre aux problèmes qui concernent l'emploi et la sécurité sociale ?

Là encore, il convient de s'interroger à la fois sur la maturité de la société française et sur la modernité des corps intermédiaires. Les Français découvrent peu à peu la dilution de l'Etat dans la mondialisation et la montée en puissance du marché. Plus ou moins bien acceptée, cette réalité exige une adaptation du corps social, qui a déjà pu être observée, en particulier sur la question de la compétitivité. De nombreuses études ont démontré l'approbation du plan présenté par le Gouvernement sur la compétitivité des entreprises. Cependant, l'épisode de la fermeture du site Arcelor Mittal a prouvé la prégnance d'une attente réelle de l'opinion à l'égard de l'Etat dans le domaine économique, avec l'émergence de la notion de nationalisation temporaire et ciblée. Cette maturité et cette aspiration à voir le marché mieux régulé caractérisent donc la société actuelle.

Selon Bernard Vivier, le paritarisme devrait prendre le relais de cette opinion, en essayant de tirer parti des atouts français que sont à ses yeux la compétence de nos administrations et la relative bonne qualité du dialogue social. L'objectif en 2013 devrait être pour les organisations représentatives de marcher sur les traces de Proudhon, qui avait écrit en 1863 un essai *De La capacité politique des classes ouvrières* : être en mesure de négocier des accords qui puissent rassembler le plus grand nombre, tel devrait être le principal objectif des syndicats et du patronat, dont le rôle en France n'a peut-être jamais semblé aussi décisif.



**LECTURE : REENCHANTER L'EUROPE PAR CEDRIC VILLANI**  
*MATHEMATICIEN, DIRECTEUR DE L'INSTITUT HENRI POINCARÉ ET*  
*MEDAILLE FIELDS 2010*



***Rencontrer l'Europe***

Malgré les projets tels qu'Erasmus, il n'est pas toujours aisé pour les jeunes générations de partager l'aventure européenne. De par la passion qu'il a très vite exprimée pour les mathématiques, Cédric Villani a eu la chance de voyager à travers le Vieux Continent, se forgeant peu à peu une identité européenne qui lui est propre, fondée assez largement sur les sciences en général et la mathématique en particulier. Cette fibre ressemble fort à celle qui anima les échanges entre les grands humanistes de la Renaissance. A travers les rencontres qu'il a pu mener avec les mathématiques italienne ou allemande, Cédric Villani a pris conscience de l'altérité européenne, qu'il continuera d'irriguer au sein des partenariats menés dans le cadre des programmes de recherche transnationaux.

Evidemment, la tradition pro-européenne et fédéraliste qui prévaut dans l'engagement des mathématiciens, comme Henri Cartant par le passé, a joué un rôle dans l'engagement de Cédric Villani. Mais cet engagement contraste avec le sentiment d'une grande majorité des jeunes, qui reste encore éloignée du rêve européen. Ni hostile ni passionnée, la nouvelle génération demande à l'Europe de lui montrer un chemin ou de lui décrire une vision qui suscitera son ralliement. Faut-il davantage parler d'Europe dans les médias ? Ne doit-on pas s'interroger sur la démocratisation des décisions ? La réputation des institutions européennes, jugées souvent trop bureaucratiques, n'est-

elle pas souvent infondée ? Pour tous les fervents partisans de l'Europe, ces questions sont incontournables.

### *Aimer l'Europe*

Mais au-delà de ces interrogations et des crises à répétition, ce qui doit primer reste la vision à long terme de l'Europe, qui illustra en leur temps l'action de Jean Monnet et Robert Schuman. Jacques Delors, qui présida une commission européenne inventive et Daniel Cohn-Bendit, qui reste un acteur et un symbole de l'aventure européenne, nous invitent aujourd'hui à marcher sur leurs traces. Dans ce but, il convient de rappeler les nombreuses raisons pour lesquelles nous devons aimer l'Europe.

L'audace qui consista à créer une monnaie unique se substituant à celles qui existaient pour certaines depuis 700 ans suscite encore aujourd'hui l'admiration dans les différentes régions du monde. Aimer l'Europe, c'est construire un modèle attendu et espéré partout ailleurs.

La globalisation des échanges et des liens humains commande aussi de changer d'échelle. Une seule nation ne peut se suffire à elle-même et doit au contraire dépasser les barrières historiques, linguistiques et culturelles qui l'encadrent. Aimer l'Europe, c'est aussi assurer un avenir à la France.

Il revient désormais aux responsables politiques de mieux porter ce message au sein de l'opinion, à laquelle les courants populistes proposent la voie du repli national. Cette voie sans issue rencontre des adeptes et un certain écho dans une partie de la population, en France et ailleurs parmi ses voisins. C'est une grande entreprise de défense positive de l'avenir européen qu'il faut mener.

### *Construire l'Europe*

Cette tentation souverainiste implique la définition et la promotion d'une Europe à la fois plus généreuse et plus créative. Les Français doivent comprendre qu'à travers la construction européenne, nous pouvons créer un puissant fédérateur de ressources, capable de faire entendre sa voix à l'échelle planétaire. La classe politique qui milite pour l'Europe doit aussi rassurer les citoyens. Ces derniers ne peuvent accepter, et c'est bien normal, un régime institutionnel qui nie les particularisme et les cultures nationales. Le contrat européen ne sera fructueux que s'il laisse les parties libres de leurs choix dans certaines politiques, à savoir celles qui sont liées irréductiblement à l'indépendance d'une nation.

Faudrait-il dès lors se résoudre non pas à la fédération et aux Etats-Unis d'Europe chers à Victor Hugo, mais à l'Europe des cercles et « multivitesses » ? Pour Cédric Villani, l'échelle communautaire doit être celle de la coordination et de la mutualisation. Aujourd'hui, le projet européen est trop souvent associé aux yeux des peuples à la contrainte et aux carcans règlementaires imposés uniformément par les institutions, et il devra réussir un saut démocratique qui se fait depuis trop longtemps attendre.

En tout état de cause, l'avenir de la société française ne pourra être assuré que par l'ajout au côté de la rationalité des notions de justice, de cœur et de grands idéaux. Or c'est aujourd'hui l'idéal européen qui suggère cet équilibre entre la nécessité de la puissance et la prise en compte de la fragilité, entre la force de la raison et l'exigence du cœur.

Partir à la rencontre de l'Europe et de l'épanouissement qu'elle promet ; promouvoir l'Europe autour de soi ; repenser le lien entre les décideurs et les citoyens ; et commencer par admettre l'interdépendance de nos faiblesses, en faisant d'elles un atout et le point de départ des nouvelles relations entre les différents Etats membres. C'est le théorème européen auquel nous invite Cédric Villani.



## CONJONCTURE INTERNATIONALE : COMMENT CONCILIER INFLUENCE FRANÇAISE ET REALITES D'UN MONDE GLOBALISE

*INTRODUCTION DE CLARA GAYMARD, VICE PRESIDENTE DE GE  
INTERNATIONAL, PRESIDENTE ET CEO DE GE FRANCE*



La donne a changé. Régie au cours de plusieurs siècles par un nombre de puissances limitées (l'Europe occidentale, l'Amérique, le Japon puis la Chine), la mondialisation compte aujourd'hui une pluralité d'acteurs au sein desquels on doit non seulement compter la Chine et l'Inde mais aussi des puissances émergentes que la croissance économique mènera bientôt au niveau des puissances capitalistes traditionnelles.

Cette évolution illustrée par la montée en puissance du G20 engendre évidemment des incertitudes et des risques pour l'équilibre des relations entre Etats. Dans le même temps, nous pouvons aussi saisir des opportunités nouvelles. Ces mutations nous permettent avant tout d'engager la rupture avec certains dogmes auxquels nous avons eu la faiblesse de croire jusqu'ici. C'est notamment le cas du passage successif de l'agriculture à l'industrie puis aux services, ces derniers ayant pour vocation d'être financiarisés au maximum. La crise de 2008 nous a démontré la gravité de cette vue de l'esprit à laquelle tant de décideurs ont collectivement cédé.

Aujourd'hui, l'effondrement des idéologies et l'érosion des certitudes comporte un véritable risque, à savoir celui de ne plus se projeter vers l'avenir. Pourtant, malgré l'avalanche des statistiques et des diagnostics, qu'ils s'avèrent justes ou qu'ils soient contestés, il est grand temps que les différentes parties prenantes aux grandes décisions internationales se réunissent pour s'interroger sur le rêve à bâtir ensemble.

Le parcours d'Ellen MacArthur, navigatrice émérite que rien ni personne n'avait déterminée vers la mer, semble nous indiquer le chemin qu'une grande nation peut mener. A force d'écoute, au fil du travail et de la détermination des décideurs, nous pourrions atteindre les objectifs que nous nous fixons. Non pas ceux qui se trouvent à notre portée mais ceux que nous aurons choisis, conscients de notre valeur et de nos qualités.

En résumé, ne doit-on pas s'engager davantage à aimer la France un peu plus ? La morosité et la déprime ambiante qui caractérisent le sentiment de l'opinion publique impliquent de la part des décideurs qu'ils envoient des témoignages de reconnaissances des réalités positives de la France et de « ce qui marche. »

Plus que jamais, à n'en pas douter, c'est en aimant la France que les Français feront davantage aimer leur pays à l'étranger.

*NICOLE BACHARAN, HISTORIENNE ET POLITOLOGUE, SPECIALISTE DE LA SOCIETE AMERICAINE ET DES RELATIONS TRANSATLANTIQUES*  
*FRANÇOIS HEISBOURG, CONSEILLER SPECIAL DU PRESIDENT A LA FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATEGIQUE*  
*THIERRY DE MONTBRIAL, DIRECTEUR GENERAL ET FONDATEUR DE L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES*  
*MARIA JOAO RODRIGUES, PROFESSEUR A L'UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES ET AU LISBON UNIVERSITY INSTITUTE ET CONSEILLERE SPECIALE DE L'UNION EUROPEENNE POUR LA STRATEGIE DE LISBONNE*



### ***Recul de la France ?***

Il n'est pas toujours aisé d'évaluer le niveau de puissance d'un Etat et sa place dans l'ordre du monde. Cependant, la situation de la France sur le plan diplomatique et international est aujourd'hui

assez perceptible. Pour **Thierry de Montbrial**, il existe actuellement de nombreux signes qui témoignent de la diminution du rôle de la France dans le monde. Les voyages à travers le monde, et pas seulement dans les capitales les plus courues, permettent en effet de constater un déclin de l'influence française : de la Roumanie au Sénégal en passant par le Liban, on observe tout d'abord la baisse très nette de l'emploi de la langue française. Cette érosion concerne à la fois les jeunes générations qui épousent la mondialisation et son anglais globalisé, mais aussi les élites. Concurrencée par la langue de Shakespeare, la francophonie doit avant tout s'en prendre à elle-même, car elle n'a visiblement pas assez pris conscience de la compétition culturelle qui se livre à l'échelle mondiale. Bien souvent, des chefs d'entreprise français ou certains décideurs internationaux de nationalité française ne s'expriment pas dans leur langue maternelle.

En réalité, il conviendrait de voir dans la baisse de l'usage du français l'un des principaux symptômes de l'affaiblissement du modèle français, parmi lesquels on doit retenir la baisse massive des crédits militaires. Nos voisins observent également le manque de lisibilité des lois et l'instabilité politique des gouvernants, ces derniers semblant souvent incapables de faire adopter les réformes nécessaires au maintien du rang de la France parmi les pays développés. Car le statut de puissance mondiale dont nous bénéficions n'est pas immuable.

Ailleurs dans le monde, les puissances émergentes gagnent une place importante dans le concert des nations, pas seulement sur le plan économique mais aussi politique et militaire. L'évolution de la diplomatie chinoise démontre la nouvelle donne des relations internationales. Plutôt effacé jusqu'ici dans les grandes négociations, Beijing s'affiche de plus en plus sur la scène asiatique, au sein de laquelle elle veut incarner un *leadership* fort. Plus généralement, la puissance militaire chinoise entend aujourd'hui être affirmée et affichée, notamment face aux Etats-Unis, lesquels paraissent prendre un chemin inverse, en passant du rôle de gendarme du monde à une dimension plus modeste. Dans ce contexte, la France doit donc admettre ses faiblesses et exploiter ses atouts, qui sont trop peu utilisés alors qu'ils sont nombreux. Tant que la puissance réelle de la France reculera ou stagnera, c'est l'influence hexagonale qui en pâtira sévèrement.

### ***Vers un nouveau concert mondial ?***

La France doit d'autant plus évoluer que le monde qui l'entoure se caractérise par une compétition toujours plus rude. Et s'il faut s'interroger sur la dimension internationale de notre pays, il convient également de comprendre les ressorts de cette compétition, dont les règles ne sont pas encore bien définies pour les prochaines années.

**François Heisbourg** décrit les trois options qui caractérisent les relations internationales.

Premièrement, le G20. Fondé au plus fort de la crise financière à l'initiative de la France, ce groupe avait pour vocation de réunir efficacement les puissances qui comptent à travers la planète, et d'actualiser au passage la formule du G8. Le G20 a fait ses preuves sur les questions économiques, notamment à la suite des sommets de Pittsburgh et de Londres. Mais depuis lors, force est de constater que l'office n'est plus véritablement rempli. L'une des questions en 2013 est donc de savoir si le G20 progresse ou s'il est condamné à stagner. La France a tout intérêt à défendre cette

gouvernance multilatérale, pour laquelle elle a déjà manifesté de fortes prédispositions diplomatiques.

Deuxièmement, une voie bien différente a été conceptualisée par certains observateurs chinois ou américains, à l'instar de Zbigniew Brzezinski : le G2. Dans ce modèle, les Etats-Unis et la Chine populaire se répartiraient la conduite des affaires du monde, se livrant assez probablement une guerre larvée. Le G2 pourrait dès lors aboutir à une sorte de nouvelle guerre froide à plusieurs niveaux (économie, défense, espace...). Quels seront les choix de l'Europe devant la radicalisation d'un tel duel ? Sur ce point, **François Heisbourg** est partagé. Si le Vieux Continent aurait plutôt tendance à se tourner vers l'Occident et l'Amérique, n'oublions pas que la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Allemagne depuis janvier 2012. Cependant, cette question ne paraît pas immédiate, puisqu'à Washington comme à Beijing, l'idée d'un G2 est pour l'instant écartée par les gouvernants eux-mêmes.

Troisièmement, et toujours dans un ordre décroissant pourrait s'installer le G-Zero. Selon son meilleur théoricien, Ian Bremmer, ce nouvel ordre mondial conduirait les Etats à s'opposer brutalement, sans autre règle que celle du plus fort. Incapables de surmonter leurs divisions culturelles d'une part et de dépasser la seule concurrence mondiale d'autre part, les Etats risquent d'être confrontés à ce désordre mondial. Marquée par la récession ou la croissance molle et peu décidée à s'unir politiquement, l'Europe aurait beaucoup à perdre de l'installation du G-Zero.

### ***La leçon américaine***

On ne peut en dire autant des Etats-Unis. Si la situation sur le front économique (retour très progressif de la croissance, *fiscal cliff*) est loin d'être éclaircie, l'équation politique américaine a quant à elle été très largement tranchée. Pour **Nicole Bacharan**, les conditions de la réélection de Barack Obama démontrent que l'Amérique évolue significativement sur le plan démographique, tout en restant un pays moderne et ambitieux. Disputée jusqu'au dernier jour de la campagne, cette élection est cruciale dans la trajectoire américaine. Le scrutin a en effet opposé deux sociologies électorales bien distinctes, et dans des proportions bien plus grandes qu'auparavant. D'une part, la candidature de Mitt Romney a bénéficié de la majorité des suffrages des hauts revenus, des électeurs blancs et de ce qu'on appelle les « indépendants. » S'il s'était présenté en 2004 et qu'il avait recueilli les mêmes taux de vote au sein de ces segments de l'électorat, le candidat républicain aurait été très probablement élu président. Cette donnée constitue l'une des principales clés du scrutin.

D'autre part, la sociologie du vote Obama est sans appel : 93% des noirs, 70% des latino, 73% des asiatiques et 60% des jeunes ont voté pour le président sortant, amplifiant leur poussée avec une très forte participation (plus élevée qu'en 2008 pour la communauté noire).

Le second mandat d'Obama devrait donc être fondé sur une vision plus pragmatique et réaliste des défis économiques mais aussi sociétaux des Etats-Unis. A l'inverse, les options droitières et conservatrices de Mitt Romney, bien qu'il y ait été largement forcé au cours de la primaire républicaine, ne sont clairement pas en mesure de rassembler une Nation dont la diversité implique, au vu des résultats, un discours présidentiel apaisé.

Autrement dit, le discours fondé sur l'alliance entre le tout-marché sur le plan économique et le raidissement sur le plan sociétal (interdiction de l'avortement, opposition à la contraception, rejet de l'immigration...) ne fait pas assez recette pour diriger l'Amérique, contrairement à ce qu'aurait pu laissé entendre le phénomène du *tea party*.

### ***L'Amérique face au monde***

L'Amérique n'est cependant pas coupée en deux. Certains choix dans des domaines clés sont peu clivants. C'est le cas de la politique étrangère et militaire. Ayant beaucoup souffert des expériences irakienne et afghane, les Américains rejettent l'idée de nouveaux engagements extérieurs pouvant entraîner l'envoi massif de troupes. Cette évolution sur le rôle international de l'hyperpuissance militaire américaine ne doit pas néanmoins être assimilée à une forme nouvelle d'isolationnisme. Tournés vers le Pacifique, avec notamment le déplacement d'une partie de la flotte et la présence militaire en Australie, les Etats-Unis ont aussi conscience des menaces, dans les différentes régions du monde (Printemps arabes, islamisation du Sahel, nucléarisation de l'Iran et plus généralement du Moyen-Orient...). Seront-ils en mesure d'y faire face dans les prochaines années ? Evidemment, Nicole Bacharan rappelle que le recul de l'influence américaine est réel, notamment dans le monde arabo-musulman. Mais les capacités de rebond des Etats-Unis restent impressionnantes. Le rayonnement du modèle américain à travers le monde, le maintien d'un *soft power* inégalé ainsi que l'avance technologique des Américains leur assurent une place décisive et déterminante dans les relations internationales.

### ***Intégration européenne***

Face à la plus grande démocratie du monde, l'Union européenne peine encore aujourd'hui à résoudre son problème de *leadership*. Ce handicap entraîne une incapacité à répondre à la première crise qui frappe le Vieux Continent, celle de la zone euro. C'est le premier défi que souligne **Maria Joao Rodriguez**. Comme Thierry de Montbrial, elle relie l'impuissance européenne à la perte d'influence des Etats membres, au premier rang desquels la France. Cette impuissance n'est pas une fatalité pour l'Europe, dont il faut rappeler qu'elle est la première puissance commerciale au monde. Des potentiels existent sur son sol et au sein des populations européennes, afin de construire un véritable modèle à la fois plus productif et plus vert. Encore faut-il créer des convergences entre les Gouvernements, qui sont parfois opposés jusque dans le diagnostic même de la crise. Les partenaires demeurent néanmoins tous conscients de l'impact dévastateur que pourrait avoir la sortie ou le défaut d'un des membres de la zone euro. Sur les remèdes à apporter aux tensions du marché unique, les pays risquent de s'orienter encore dans les prochains mois vers le tâtonnement. Les 25 sommets qui se sont succédés depuis le début de la crise grecque ont cependant montré les limites de cette politique fondée sur le pas-à-pas, qui peut certes convenir à apaiser à court terme les craintes des marchés mais renvoie *sine die* les décisions les plus importantes à prendre.

Pour Maria Joao Rodriguez, il convient d'aller plus loin, en engageant un grand saut politique et institutionnel. Face à l'Inde ou la Chine et aux puissances en plein essor, face à la détermination américaine à sortir du marasme économique, l'Europe est paralysée par l'absence d'un *leadership* clair et d'une position lisible pour ses partenaires. L'Europe devrait selon Maria Joao Rodriguez

ainsi relever trois défis principaux : en premier lieu, le système bancaire européen, qui doit être harmonisé et mieux contrôlé à l'échelle communautaire ; en deuxième lieu, la dette, qu'il faudrait résorber en définissant et en mettant en œuvre les *eurobonds* ; enfin et en troisième lieu, la stabilité des finances publiques, en déployant une stratégie d'innovation plus ambitieuse. Ces trois objectifs nécessitent de la part des Etats une nouvelle série de transferts de souveraineté dans les domaines économiques et budgétaires. Verra-t-on prochainement les budgets nationaux validés *a priori* par la Commission européenne ? L'Allemagne acceptera-t-elle de voir étroitement surveillé son secteur bancaire régionalisé ? Assistera-t-on à la création d'un Gouvernement économique européen doté de fortes prérogatives à l'égard des Etats ? Tel devrait être l'ordre du jour, très interrogatif et incertain, des affaires européennes. Il reviendra dès lors à la France d'incarner une voie singulière, consistant à dépasser la simple juxtaposition des ego communautaires et à positiver les interdépendances des démocraties européennes.

## CONJONCTURE POLITIQUE : COMMENT CONCILIER RIGUEUR ET CONFIANCE EN L'AVENIR

*INTRODUCTION D'OLIVIER HOMOLLE, PRESIDENT DE BASF FRANCE*



Que peut attendre un entrepreneur de la sphère politique en 2013 ? Tout d'abord, il nous faut évoluer dans un cadre juridique plus stable, tant au niveau français qu'euro péen. Cela constitue une condition des succès de l'entreprise. Ce message doit être entendu dans le débat public et au sein des administrations ainsi qu'au Parlement.

Ensuite, la France doit quitter l'état d'esprit qui la caractérise aujourd'hui, entre pessimisme et dépression. Oui la crise est une réalité, et nous devons nous attendre à d'autres tensions. Mais le pessimisme ne fera qu'aggraver les choses et pénalisera les entreprises. Bien au contraire, c'est en se dotant d'un meilleur moral, d'un moral de vainqueur que nous retrouverons le chemin de la reprise.

Enfin, la jeunesse doit être placée au cœur de nos priorités, dans l'entreprise comme dans les projets du Gouvernement. Si elle veut maintenir son rang de puissance qui compte, la France doit faire confiance à sa jeunesse. Des discours aux actes, l'enjeu des nouvelles générations demeure le point de départ de toute réforme efficace. Les jeunes attendent beaucoup de leurs aînés et sont conscients des difficultés qu'ils auront à surmonter. A nous, aînés du monde économique et politique, de les y aider, en faisant preuve de confiance dans l'énergie créatrice qui caractérise la jeunesse.

Concrètement, les décideurs doivent tracer un sillon dans lequel les jeunes puissent se reconnaître. Cette espérance collective est primordiale et doit réunir tous les indéfectibles optimistes, qui ne peuvent se résoudre au déclin français et agissent pour l'avenir de la jeunesse.

Stabilité, confiance, jeunesse, optimisme : autant de mots à employer dans les discours du politique et à insérer dans les objectifs et les choix de nos gouvernants.

*THIERRY PECH, DIRECTEUR DE LA REDACTION D'ALTERNATIVES  
ECONOMIQUES  
PASCAL PERRINEAU, DIRECTEUR DU CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES  
DE SCIENCES PO  
BRICE TEINTURIER, DIRECTEUR GENERAL DELEGUE D'IPSOS FRANCE  
ALBERTO TOSCANO, JOURNALISTE ET ECRIVAIN ITALIEN*



### **2012 l'alternance**

Avant de se livrer à des prévisions pour les prochains mois, il convient de dresser le bilan de l'année 2012. Année politique absolue puisque c'est en mai dernier que la gauche est revenue au Pouvoir après 10 ans d'absence et après une victoire présidentielle qu'attendaient les socialistes depuis 1988. Si elle fut à l'arrivée plutôt serrée, l'élection de François Hollande est cependant assise sur des convictions solidement ancrées dans la majorité de l'opinion. Quelles sont-elles ? **Brice Teinturier** estime que la majorité des électeurs aspirait, et aspire encore aujourd'hui, à des choix politiques raisonnés et équilibrés en même temps qu'ils font de la politique économique et sociale leur première priorité. Ces deux sentiments très perceptibles dans l'opinion expliquent le bon résultat de François Hollande, personnalité consensuelle et reconnue pour sa capacité à incarner la synthèse des socialistes.

A l'inverse, les positions clivantes et le discours identitaire de Nicolas Sarkozy n'ont pas permis au président sortant de rencontrer cette partie de l'électorat modéré, qui lui a finalement manqué au second tour, malgré un écart bien plus limité qu'on n'aurait pu le prévoir. 2012 a donc été l'année de l'alternance, qui ne ressemble pas néanmoins à 1981. Lassés par les idéologies, déçus par la classe politique dirigeante, et parfois même en situation de défiance à l'égard des élites au sens large, les Français ont fait le choix d'une autre politique, en espérant d'elle qu'elle soit avant tout efficace sur le terrain de l'emploi et du pouvoir d'achat. Les questions de société restent secondaires.

Logiquement, les premiers mois du Gouvernement socialiste ont donc été jugés à l'aune de la situation économique et sociale. Cette dernière étant particulièrement négative, François Hollande n'a pu bénéficier d'un état de grâce, puisqu'au-delà des doutes qui se sont rapidement manifestés

dans l'électorat de gauche, dès les lendemains de son élection, le nouveau président était crédité de seulement 12% d'opinions favorables au sein des sympathisants de droite.

Ce désaveu est quasiment inédit et révèle un niveau d'exigence sans précédent de la majorité ainsi qu'un rejet fondamental dans l'opposition. Souffrant des mauvais résultats sur le front économique et social, le couple exécutif a aggravé sa position à la suite des suppressions d'emplois annoncées à l'été. Brice Teinturier voit dans la fermeture du site PSA d'Aulnay et dans le plan social d'Alcatel deux signaux très emblématiques de l'inquiétude de l'opinion ces six derniers mois. Alors que la disparition d'Aulnay illustre aux yeux d'une large majorité des Français une forme de déclin historique, les restructurations menées par Alcatel font craindre à l'opinion que le chômage de masse concerne désormais, après les ouvriers et les employés, les ingénieurs et les cadres.

### ***2013 l'épreuve***

Jugés absents ou inefficaces devant une situation qui préoccupe lourdement l'opinion, le président et son premier ministre ont donc subi une baisse rapide et spectaculaire des approbations dont ils faisaient l'objet à leur entrée en fonctions. A quoi peut-on donc s'attendre pour l'année 2013, qui ne s'annonce guère plus flamboyante au niveau économique ? Le couple exécutif semble entamer une phase d'atterrissage ou de stabilisation de sa cote de confiance. Cette dernière devrait certes rester très limitée et minoritaire, mais pourrait échapper à un décrochage plus net.

En effet, les nouvelles équipes ne souffrent pas de certains reproches qui étaient par exemple exprimés à l'endroit de Nicolas Sarkozy.

Certaines mesures telles que le Pacte pour la compétitivité sont bien accueillies par des Français qui ont conscience de l'enjeu industriel. Dans le même temps, les décisions de sérieux budgétaire ne sont pas brutalement récusées, dans le sens où elles ne sont pas jugées trop inéquitables. Cela constitue un atout pour le Gouvernement et le Chef de l'Etat, qu'il s'agira de conserver. A l'inverse, les sondages pourraient s'aggraver si les reproches qui ont été faits au Gouvernement se confirment. En effet, le sentiment que l'équipe de Jean-Marc Ayrault navigue à vue sur de nombreux sujets et qu'il est divisé sur les solutions à apporter à la crise demeure élevé dans l'opinion (exemple : Florange et le désaccord entre Matignon et Arnaud Montebourg). L'aggravation de cette perception initiale aurait des conséquences extrêmement lourdes pour la suite du Gouvernement, dont on prévoit déjà qu'il pourrait être remanié rapidement.

### ***Quelles réformes ? Quelles méthodes ?***

La pédagogie des réformes menées par l'Exécutif devra certainement être renforcée, d'autant plus que des décisions difficiles seront probablement prises en 2013. Pour atteindre les objectifs de réduction des déficits qu'il s'est fixé, le Chef de l'Etat devra faire accepter aux Français des efforts significatifs. **Thierry Pech** rappelle ainsi que le rééquilibrage des finances publiques est en Europe bien plus rigoureux qu'aux Etats-Unis, où la stratégie d'ajustement budgétaire a été étalée sur une période de 10 ans, contre seulement 4 ans en Europe. Or à ses yeux, la société française, déjà critique à l'égard de la mondialisation, acceptera difficilement une cure d'austérité dont elle s'estime injustement victime. Pour faire passer la rigueur, François Hollande ne pourra se permettre, comme ses prédécesseurs, de prévoir la baisse du chômage ou la hausse de la croissance à un horizon plus ou moins proche. Tous les sondages tendent à le prouver : parce qu'ils ne parviennent bien souvent pas à tenir leurs engagements, les décideurs suscitent une grande méfiance

de leurs concitoyens. Or cette méfiance empêchera le Gouvernement de faire accepter une politique d'assainissement budgétaire ambitieuse.

Il conviendrait alors selon Thierry Pech de changer de récit et de discours. Premièrement, les dirigeants devraient être honnêtes sur la situation économique du pays, et admettre devant les Français que la croissance ne risque pas de redécoller significativement au cours des prochaines années. Deuxièmement, la fragilité matérielle des Français sur les questions de logement, d'énergie et sur les biens fondamentaux devrait être remise au cœur de la réflexion du Gouvernement. Le prix du mètre carré en moyenne en France est de 3 800 euros alors qu'il est de 1 300 euros en Allemagne. Cette comparaison n'est pas anodine, car la question du logement devient décisive : la plupart des pays qui engrangent de bons résultats au niveau de leurs exportations sont aussi les pays qui ne sont pas confrontés à la crise du logement. Dans le même temps, le prix de l'approvisionnement en énergie pour les ménages a eu tendance à augmenter. Il convient donc de souligner le poids croissant et élevé des charges qui pèsent sur les particuliers. Comment dès lors envisager une nouvelle série de pressions sur le pouvoir d'achat des Français ? Il devient essentiel d'intégrer la précarité des ménages, et pas seulement des plus modestes, dans les paramètres de la politique sociale.

### ***Impossibles, les réformes ?***

Dans la suite de Brice Teinturier et Thierry Pech, **Pascal Perrineau** livre un constat préoccupant sur l'état de l'opinion française. Depuis maintenant plusieurs années, cette dernière est caractérisée par un pessimisme très fort à l'égard de l'avenir et par un sentiment de défiance vis-à-vis de la classe politique, quelle que soit sa couleur. Cette morosité ambiante est plus prégnante en France mais frappe aussi l'Europe. Dans le récent Eurobaromètre consacré à la confiance des individus, 60% des citoyens européens estiment que sur le terrain de l'emploi, le pire est à venir. De plus, 1 Européen sur 4 déclare se projeter sur 1 ou 2 ans au maximum. La mondialisation est quant à elle vécue de façon négative par une grande partie des opinions publiques européennes. Frappés par une crise dont ils ne s'estiment pas responsables, les Européens rejettent les aspects souvent cités pour défendre la globalisation des échanges : le développement, l'émancipation des pays pauvres, la baisse des prix...

Mais au sein de cette tendance négative, la France se distingue par l'amplification de ce regard très sévère. Le divorce entre la société et la mondialisation atteint les mêmes proportions et les mêmes réflexes qu'en Grèce. Pour les Français, la structure de l'économie ne sert aujourd'hui que les grandes entreprises, sans impacter positivement les conditions de vie des individus.

Confrontée à la crise économique, la France n'en finit plus de s'interroger sur la place qu'elle tient aujourd'hui sur la scène internationale. Pascal Perrineau estime en effet que ce rejet de la mondialisation s'explique et s'amplifie à travers la « *passion révolutionnaire* » qui caractérise historiquement la nation française. Ces tensions propres à notre pays avaient du reste été définies par François Furet. Ce dernier avait mis au jour l'œil noir qui hante régulièrement notre pays en écrivant que la France produisait « *des enfants et des hommes qui détestent le régime social dans lequel ils sont nés, haïssent l'air qu'ils respirent alors qu'ils en vivent et qu'ils n'en ont pas connu d'autres.* »

Attachés à la dimension universaliste de la puissance française, enclins à la révolution plutôt qu'aux réformes, préférant la souveraineté populaire à la démocratie représentative, les Français ont tenu au cours de l'histoire une place majeure dans le monde, dont ils regrettent l'érosion. N'a-t-on pas vu venir la montée en puissance des puissances du sud ? Ne découvre-t-on pas trop tardivement la relégation de l'Europe, par rapport à ce qu'elle nommait à la Renaissance le Nouveau Monde ? En France, la perte d'influence de l'occident est mal vécue. En d'autres termes, la France n'en finit plus de faire le deuil de sa puissance traditionnelle. Cela pèse lourdement sur l'état d'esprit d'une société à laquelle la classe dirigeante a eu tendance à masquer la réalité.

### ***La France face l'expérience italienne***

Une autre puissance de la « vieille Europe » décriée en son temps par Donald Rumsfeld, l'Italie, concentre les regards des observateurs. Avec étonnement, ces derniers découvrent le changement de fond et de style entre le Gouvernement de Silvio Berlusconi et celui de Mario Monti. Composée d'experts peu ou pas politisés, l'équipe de l'ancien commissaire européen a engagé depuis novembre 2011 la réforme des systèmes social, administratif et judiciaire italien. Qu'il s'agisse de la réduction des dépenses publiques, de la libéralisation du marché du travail ou de la lutte contre la corruption des élites publiques, les Italiens acceptent depuis plus d'un an des mesures difficiles, dont on savait qu'elles devaient être prises depuis longtemps mais qui étaient ajournées par une classe politique largement contestée. Comment expliquer ce passage de la démagogie politicienne au sérieux universitaire ?

**Alberto Toscano** interprète la maturité de l'opinion italienne comme une volonté de rester arrimée à la construction européenne. D'une certaine manière, l'histoire se répète. Largement plus endettée que la France et l'Allemagne, l'Italie avait déjà du instaurer en 1995 un impôt spécifique pour satisfaire les critères de Maastricht, et se qualifier dans la zone euro. Aujourd'hui, Mario Monti marche sur les traces de Romano Prodi, soutenu par une opinion publique dont la principale crainte est d'être exclue de l'Europe et d'être tirée vers l'instabilité de l'Afrique.

Il semble ainsi qu'au regard de l'expérience Monti, la France et l'Italie empruntent actuellement des voies différentes. Un point commun demeure cependant. Ces deux pays partagent en effet le même défi, celui de construire une économie confiante et une société apaisée. D'un côté comme de l'autre des Alpes, les citoyens rejettent les élites et souffrent d'un pessimisme tenace. Cependant, à la défiance verticale qui caractérise les relations entre élites et citoyens s'ajoute une véritable confiance horizontale, cette fois entre les individus et leur entourage plus ou moins proche (familles, voisins, environnement professionnel...). Positiver cette empathie vers autrui tout en confiant davantage à la jeunesse les clés du monde présent qui, avec ses menaces et ses atouts, doit être intériorisé par l'opinion. Tel pourrait être le beau et grand défi pour 2013 de l'ensemble des acteurs politiques, à tous les niveaux.

## DISCOURS OFFICIEL D'ARNAUD MONTEBOURG

*INTRODUCTION DE CHRISTOPHE DE MAISTRE, PRESIDENT DE SIEMENS FRANCE, CEO SIEMENS SOUTH WEST EUROPE*



Que la France continue à être irriguée par des investissements étrangers n'est pas un enjeu mineur. Les capitaux internationaux créent de la richesse en France, où les sociétés à capitaux étrangers représentent le tiers de son PIB, le quart de ses emplois industriels, 34% de ses exportations industrielles, 27% de l'investissement industriel et 20% des dépenses de R&D.

Pour leur 7ème édition, les Etats de la France n'ont pas dérogé à la principale règle qu'ils se fixent, à savoir défendre les atouts de la France et travailler sur les plaidoyers que nous avons à mener devant nos maisons-mères. Car la France ne manque pas d'atouts. Notre pays a des ressources et des talents appréciés. Il est au cœur d'un grand marché. Nos collaborateurs ont des capacités d'adaptation, une productivité et une créativité que beaucoup nous envient. Par la performance de certaines de ses filières industrielles stratégiques, la qualité de son système d'éducation et de santé, celle de ses infrastructures, le dynamisme de sa démographie, la France dispose d'avantages compétitifs réels.

Evidemment, nous ne pouvons nier les handicaps qui peuvent nuire parfois à l'attractivité de la France et qui sont aujourd'hui reconnus par bien des acteurs économiques et politiques. La complexité et l'instabilité de notre environnement législatif et réglementaire, les coûts que nous supportons ici, et la méfiance culturelle de la France envers l'économie de marché et la mondialisation tendent à aggraver le décalage entre perception de la France et réalité française.

Si certaines dispositions législatives ont pu dégrader la réputation hexagonale, les mesures prises dernièrement doivent être saluées. La mise en place du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi ainsi que l'accord sur la sécurisation du travail constituent une excellente nouvelle pour les entreprises étrangères et leurs dirigeants français.

Etre ambassadeur de la France auprès de nos quartiers généraux ; faire croître à la fois les richesses et les emplois durables au cœur de nos territoires. Telle est la double ambition des décideurs réunis ici et du rendez-vous qu'ils se donnent, à travers les Etats de la France.

**ARNAUD MONTEBOURG**  
*MINISTRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF*



Jean Jaurès disait que le patriotisme est l'estime de soi quand le nationalisme n'est que la haine des autres. Si la mondialisation a pu rapprocher les peuples, le patriotisme n'a pas perdu de son actualité. Face à la crise et aux incertitudes, la nation doit mobiliser toutes ses forces vives et ses outils de production. C'est le sens du projet de redressement productif, qui veut s'inspirer de Roosevelt et de la stratégie d'industrial renewal.

Chacun à leur niveau, entrepreneurs et salariés, élus et citoyens doivent prendre leur responsabilité pour permettre à l'Europe et à la France de rester des terres industrielles, dotée d'emplois durables et enrichie d'innovations fortes.

L'Etat a un rôle majeur à jouer dans cette bataille. Le Gouvernement l'a bien compris et c'est la raison pour laquelle il a engagé une baisse massive des coûts de production des entreprises, avec le crédit d'impôt issu du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi.

Il reste encore des efforts à mener pour simplifier le cadre réglementaire des entreprises, qui est parfois trop contraignant, ou pour maîtriser la dépense publique. Sans altérer le niveau élevé de protection sociale et l'ambition écologique, ces mesures seront nécessaires.

Les entreprises aussi doivent agir. Elles doivent saisir la chance que leur offre la France, avec des services publics de qualité, des infrastructures solides, un coût de l'énergie raisonnable et des savoir-faire souvent déterminants.

De nombreuses entreprises dont les capitaux sont majoritairement étrangers ont choisi la France. La réussite qu'elles affichent est partagée par nos concitoyens. Parce qu'elle demeure une condition essentielle du redressement productif, l'hospitalité industrielle de la France doit être renforcée.

C'est là que se situe le cœur de l'action du Gouvernement.

**SYNTHESE DE LA JOURNEE PAR LE FRERE SAMUEL**  
*PHILOSOPHE, MEMBRE DE LA CONGREGATION DE SAINT-JEAN*



Prévoir l'avenir. Rarement l'objectif qui nous est fixé aura semblé aussi ambitieux. La difficulté relève naturellement du manque de visibilité des experts. Ces derniers sont non seulement dans l'incapacité de donner des prévisions mais semblent aussi dans l'impossibilité d'expliquer rétrospectivement l'avènement d'une crise. Et au-delà de notre défaillance scientifique, il convient de nous interroger sur la définition de ce que peut être le futur. L'humanisme né au fil de la renaissance et la pensée issue de la seconde guerre mondiale voudraient que l'avenir soit la reproduction d'un présent positif et maîtrisable par les hommes. La culture judéo-chrétienne nous invite à l'inverse à puiser dans l'éternité qui est en chaque être, et non dans le ciel, les conditions d'un meilleur vivre-ensemble pour le présent, et non forcément pour un futur qui devient comme on l'a vu, de moins en moins sûr. Doit-on sombrer dans le pessimisme ? Non, puisque le pessimisme nie la formidable capacité de l'homme à rebondir. Doit-on céder à l'optimisme ? Cette piste est illusoire et nous renvoie aux certitudes passées selon lesquels l'avenir serait l'amélioration du présent. Soyons réalistes, et observons l'état d'esprit de la jeunesse. Cette dernière paraît avoir choisi le cynisme et la résignation. Résignation devant la sphère économique et l'entreprise, qui voit les dirigeants prendre bien peu de risques pour eux-mêmes au regard de certains niveaux de rémunération ; résignation face au fonctionnement rural et limité d'une France bien souvent déphasée, à l'heure des réseaux sociaux ; résignation devant une vision de la compétitivité qui n'est pas assez soumise à la décision des acteurs politiques et qui promeut l'égoïsme, au détriment de la notion de coopération.

Partagé avant tout par la jeunesse mais assez peu par les générations actuelles, ce désenchantement implique une vision nouvelle de notre société et de son avenir.

Sur le plan économique, l'entreprise doit faire davantage de place à la responsabilité et au sens de son action pour les hommes et les femmes qui la servent. Ces derniers ont bien souvent le sentiment qu'ils travaillent pour un système totalitaire qui les manipule sans réelle contrepartie pour eux-mêmes.

Sur le plan social, la prise de conscience de l'altérité et de l'impératif de la bienveillance est fondamentale.

Au niveau international, la mise en place d'une autorité multipolaire, qu'il s'agisse de l'Europe ou des Nations Unies devient de plus en plus urgente. Comment progresser dans l'avenir sans un dialogue fondé non pas sur les rapports de force mais sur la complémentarité des fragilités de chaque acteur ?

Politiquement et plus généralement, des notions nouvelles doivent émerger : se fonder sur nos interdépendances et non sur nos intérêts respectifs ; faire confiance à l'intelligence collective plutôt qu'à l'aventure individuelle ; privilégier des formes nouvelles de mutualisation pour lutter contre les faiblesses des uns et des autres ; et enfin, miser peut-être davantage sur le travail de la pensée. Par delà les chiffres erronés ou les certitudes hâtives, c'est par cet exercice que nous pourrions déterminer l'avenir de notre civilisation.